



Partageons les richesses !

Transports gratuits et de qualité

**= moins de pollution
= moins d'inégalité**

**Le 14 mars, votez pour la liste du NPA
conduite par Olivier Besancenot**



**Voter NPA, c'est voter pour des élus qui
s'engagent à porter cette revendication
au sein du Conseil Régional.**

**Tout changer, rien lâcher !
Avec la liste conduite par
Olivier Besancenot**

npa-regionales2010.org

Le NPA propose d'instaurer la gratuité des transports collectifs en Ile-de-France, dans un réseau 100 % public. Pourquoi ? Comment ?

Un besoin social

Le coût des déplacements pèse lourd dans les budgets des classes populaires. D'autant plus avec la tarification par zones, profondément injuste puisqu'elle fait payer plus cher à ceux qui habitent le plus loin du centre et ont souvent les revenus les plus faibles.

Une urgence écologique

Si on veut vraiment agir contre le changement climatique, il faut une action résolue dans le domaine des transports.

Huit habitants sur dix ont une voiture, à laquelle ils consacrent 20 % de leur budget. 80 % des déplacements sont inférieurs à 100 kilomètres. Or les véhicules particuliers sont responsables de 65 % des émissions de CO₂ dues à ces déplacements, contre seulement 3% pour les transports en commun.

Il n'y aura pas de réduction suffisante des gaz à effets de serre, cause du réchauffement climatique, sans une diminution drastique de la circulation automobile. Et la seule alternative à l'automobile est le développement des transports collectifs.

**Meeting régional
avec Olivier Besancenot
Mercredi 10 mars à 20h
Salle de la Mutualité (Paris)**

Priorité aux transports publics

La gratuité devra naturellement aller de pair avec une politique d'amélioration, développement et extension du service public des transports, qui devra aussi être rendu totalement accessible aux personnes handicapées.

Alors que 45 % des populations franciliennes et 34 % des emplois ne sont pas desservis par des stations

PS - UMP, une logique pas si différente

Face au projet mégalomane du « Grand Paris » de Sarkozy, le PS et ses alliés au conseil régional, Verts, PCF et Parti de gauche, défendent leur plan adopté en 2008 et dénommé SDRIF (« schéma directeur de la région Ile-de-France »). Sa logique n'est pourtant pas bien différente. Il y est question notamment d'un transport rapide « 15 mn-15 euros » Gare de l'Est-Roissy, quand tant de voyageurs galèrent chaque jour dans le RER ou sur la ligne 13. Point commun de tous ces projets : tout pour celui qui veut faire La Défense-New York, rien pour celui qui doit faire Clichy-sous-Bois-Montreuil !

du réseau ferré, il est nécessaire de désenclaver les quartiers populaires et les zones rurales.

C'est un choix politique

La gratuité sur le réseau francilien coûterait environ 1,5 milliard d'euros par an. Contrairement aux idées reçues, la financer n'a rien d'irréalisable ni de très compliqué. C'est une question de choix politique.

La majeure partie pourrait être trouvée en portant de 50 % à 100 % la contribution patronale pour les déplacements domicile-travail des salariés. Quant au reste, allons voir par exemple du côté des 20,5 milliards d'euros que le gouvernement veut investir, dans le cadre de son « Grand Paris » au service des financiers et des actionnaires, pour un nouveau métro ultra rapide reliant uniquement les aéroports, gares et pôles d'affaires.

**Nos transports, nos vies,
pas leurs profits !**